Motion de l'IRISSO sur les mobilisations lycéennes et étudiantes d'octobre 2026

Adoptée par les membres de l'IRISSO réuni·es le 16 octobre 2026

L'IRISSO affirme sa solidarité avec les mobilisations des lycéen·nes et des étudiant·es concernant les conditions de formation qui, de l'école à l'université, mettent en péril l'avenir de la jeunesse. Les membres du laboratoire condamnent fermement les violences policières survenues lors de ces mobilisations, la pénalisation des protestations et le recours à des armes pouvant causer des blessures irréparables. Amnesty International et la Ligue des Droits de l'Homme alertent sur la multiplication des mutilations et des blessures (lycéen·es éborgné·es ou amputé·es) qui ont pour effet de décourager l'expression du droit de manifester. Les membres du laboratoire invitent les pouvoirs publics à privilégier le dialogue et plus largement l'écoute des revendications concernant les effets de Parcoursup, le recrutement de personnels formé·es, la rénovation du bâti scolaire (notamment pour l'adapter au réchauffement climatique) et la diminution du nombre d'élèves par classe. Ils et elles invitent à préserver les libertés académiques et les franchises universitaires contre les décisions unilatérales de fermeture administrative et le déploiement des forces de police dans les locaux.

Les membres de l'IRISSO attirent aussi l'attention sur les causes structurelles de ces mobilisations collectives. La réduction tendancielle du financement du système éducatif public touche non seulement le secondaire, mais aussi le supérieur et la recherche publique. L'enseignement supérieur et la recherche bénéficient pourtant d'une loi pluriannuelle (la loi de programmation de la recherche ou LPR, promulguée en 2020) qui était supposée renforcer un secteur dans lequel la France sous-investit depuis longtemps. Mais les gouvernements successifs ont choisi depuis plusieurs années de s'écarter de cette trajectoire. Compte tenu de l'inflation et de l'accroissement des charges pesant sur les universités, leur financement a en réalité diminué, plongeant de nombreux établissements dans de grandes difficultés financières. La dépense réelle par étudiant·e a diminué de 20 % depuis 2017.

La mobilisation des lycéen·nes manifeste aussi ce désengagement de l'État qui aboutit concrètement à empêcher l'augmentation des capacités d'accueil dans les universités, mais aussi dans l'enseignement supérieur professionnel, lui aussi sous-doté, créant une situation de frustration extrêmement forte. Une telle tendance a par ailleurs ouvert un marché à l'enseignement supérieur privé qui accueille désormais 26,5% des étudiant·es, soit une progression de 5 points depuis 2018. Cette offre du privé est inégalitaire (son coût est souvent élevé) et sa qualité peu contrôlée (beaucoup de ces formations ne délivrant pas de diplômes reconnus). L'augmentation des droits d'inscription pour les usagers de l'université et l'établissement de droits différenciés pour les étudiant·es extracommunautaires semblent constituer le seul horizon d'une politique purement comptable aggravant les inégalités sociales face aux études supérieures.

Les organismes de recherche publics connaissent le même désinvestissement de l'État compromettant sérieusement la capacité à maintenir une recherche de qualité et mettant en péril le sort des doctorant·es qui voient leurs débouchés se précariser ou se fermer. Plus généralement, les collègues précaires se retrouvent en première ligne de la dégradation de l'université publique. Situé·es tout en bas de la hiérarchie académique, trop souvent isolé·es, ils et elles assurent pourtant une part essentielle du travail d'enseignement et de recherche. Par crainte des conséquences sur leur carrière, certain·es n'osent pas se mobiliser.

Cette trajectoire est d'autant plus inquiétante dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027. La focalisation sur une vision étroitement comptable et la montée d'un anti-intellectualisme laissent redouter un nouveau tour de vis budgétaire qui sonnerait le glas de l'enseignement public, de l'université et de la recherche. La dérive autoritaire, hostile à des sciences indépendantes et critiques, doit être combattue. L'IRISSO appelle donc à placer les questions éducatives, l'avenir de l'enseignement supérieur et de la recherche au cœur des débats de la campagne électorale de 2027 et des programmes des candidat·es qui s'en soucient.